

PREFECTURE
DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES ELECTIONS
ET DE LA REGLEMENTATION

15 JAN. 1998

ARRETE DSV/I/98/N° 25
autorisant M. le Président du conseil général de la Haute-Saône
à exploiter un parc animalier sur le territoire des communes de
FOUGEROLLES et SAINT-VALBERT.

LE PREFET DE LA HAUTE - SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu les dispositions du Livre II "Protection de la nature" du Code Rural et notamment les articles L213-2 à L213-5, R213-1 à R213-21 et R213-44 à R213-50,

Vu la décision ministérielle du 5 novembre 1992 autorisant Monsieur le Préfet de la Haute-Saône à engager la procédure d'ouverture d'un établissement,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 1978 relatif aux caractéristiques auxquelles doivent satisfaire les installations fixes ou mobiles des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère,

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 1978 concernant les règles générales de fonctionnement et de contrôle des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère,

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1988 relatif à la mise en oeuvre du contrôle des établissements détenant des animaux,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter un parc animalier sur le territoire des communes de FOUGEROLLES et de SAINT-VALBERT déposée par Monsieur le Président du Conseil Général de la Haute-Saône en date du 4 avril 1997,

Vu l'arrêté D2/B4/I/1997/N° 931 du 23 avril 1997 du préfet de la Haute-Saône ordonnant l'ouverture d'une enquête publique dans les communes de FOUGEROLLES et SAINT-VALBERT,

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

Vu l'avis du conseil municipal de FOUGEROLLES en date du 23 juin 1997,
Vu l'avis du commissaire-enquêteur en date du 5 août 1997,
Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement en date du 4 juin 1997,
Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 17 juillet 1997,
Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 7 mai 1997,
Vu l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 6 juin 1997,
Vu l'avis du Directeur Régional de l'Environnement de Franche-Comté en date du 10 septembre 1997,
Vu l'avis du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Haute-Saône en date du 18 juillet 1997,
Vu l'avis du Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Saône en date du 4 juillet 1997,
Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 22 septembre 1997,
Vu l'avis du Directeur des Services Vétérinaires en date du 25 septembre 1997,
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 6 octobre 1997,
Vu l'avis de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysage en date du 14 octobre 1997,
Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Saône :

ARRETE

Article 1er : Monsieur le Président du Conseil Général de la Haute-Saône est autorisé à ouvrir un parc animalier sur le territoire des communes de SAINT-VALBERT et FOUGEROLLES au titre de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature.

Il est également autorisé à l'exploiter conformément à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique n° 2140 de la nomenclature des installations classées..

L'installation est située, installée et exploitée conformément aux plans et au dossier joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

L'entretien des animaux doit toujours être placé sous la responsabilité d'une personne titulaire du certificat de capacité pour les espèces visées à l'article suivant.

Article 9 : Toutes les parties de l'établissement et tous les matériels utilisés sont constamment maintenus en bon état de propreté et d'entretien, de même que tous les locaux où le public a accès.

Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de nuisances pour l'environnement.

Toutes dispositions doivent être prises pour que le fonctionnement du parc ne présente pas de risques d'altération de la qualité des eaux du ruisseau qui le traverse.

Article 10 : Un règlement intérieur est en permanence porté à la connaissance du public et du personnel par affichage.

Le règlement intérieur fixe obligatoirement :

- les périodes et heures de visite du parc,
- les consignes de sécurité,
- la liste des interdictions (entrée du public dans les locaux techniques, accès des animaux, etc...)

Article 11 : Toute modification importante à apporter au dossier de l'établissement tel qu'il a été soumis aux enquêtes publiques et administratives susvisées fait l'objet deux mois avant sa réalisation, d'une déclaration au préfet de la Haute-Saône, qui pourra, le cas échéant, réclamer au déclarant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur fait une déclaration au préfet, dans le délai d'un mois.

La cessation d'activité fait l'objet d'une déclaration au préfet dans le mois qui suit.

Article 12 : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, tout accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de cette installation.

Article 13 : La présente autorisation d'exploiter ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Article 14 : Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 15 : L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au Titre III, livre II du Code du travail et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail. L'inspecteur du travail est chargé de l'application du présent article.

Article 16 : Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire. Un extrait de cet arrêté énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement est affiché de façon visible en permanence dans les locaux par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de FOUGEROLLES et SAINT-VALBERT et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté comportant les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement est affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Article 2 : L'effectif maximum autorisé est :

- 9 chevreuils (*Capreolus capreolus*) dont 3 mâles et 6 femelles
- 8 cerfs élaphe (*Cervus elaphus*) dont 2 mâles et 6 femelles
- 9 chamois (*Rupicapra rupicapra*) dont 3 mâles et 6 femelles

Ce nombre ne prend pas en compte la reproduction de l'année. Il peut être augmenté à due concurrence de l'agrandissement des installations utilisées par l'espèce.

Les animaux sont marqués conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 : L'exploitant doit tenir à jour les registres prévus par l'arrêté ministériel du 21 août 1978 (article 11) et par l'arrêté ministériel du 23 novembre 1988 relatif à la mise en oeuvre du contrôle des établissements détenant des animaux, c'est-à-dire :

- le livre de soins vétérinaires ;
- le registre des effectifs, comportant deux documents :
 - * un livre journal où est enregistré chronologiquement tous les mouvements des animaux détenus dans l'établissement portant le numéro CERFA 07.362 ;
 - * un inventaire permanent des animaux de chaque espèce détenue portant le numéro CERFA 07.363.

Article 4 : Les animaux ne peuvent sortir du parc que pour l'une des destinations suivantes:

- pour la boucherie en passant par un abattoir pour l'inspection sanitaire
- pour un autre parc à gibier à l'exception des parcs qui destinent leurs animaux à des introductions dans la nature

En aucun cas, les animaux ne peuvent servir pour le repeuplement.

Les cadavres d'animaux ou lots de cadavres pesant au total plus de 40 kilogrammes doivent être enlevés par l'équarrissage. Les cadavres de moins de 40 kilogrammes doivent être détruits selon les modalités prévues par le Code rural.

Article 5 : Les clôtures doivent être conçues de manière à empêcher l'entrée ou la sortie des animaux des espèces présentées dans le parc. Elles ne doivent pas présenter d'aspérités ou de saillies pouvant blesser les animaux. Les grillages doivent être tendus de façon à ne pas constituer de piège pour les animaux. Il est interdit d'utiliser du fil de fer barbelé.

L'entrée des chiens dans le parc est interdite. Ils doivent être tenus en laisse sur le chemin piétonnier qui fait le tour du parc.

Article 6 : Les aliments doivent être entreposés dans les locaux réservés à cet effet à l'abri des insectes et des rongeurs. Le matériel utilisé pour la préparation et la distribution des aliments doit être maintenu en bon état de propreté et d'entretien.

Article 7 : Les animaux doivent recevoir une alimentation saine et équilibrée conforme à leurs besoins. L'abreuvement est assuré par une eau saine constamment tenue à leur disposition.

Article 8 : L'établissement doit s'attacher les soins d'un vétérinaire pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. Les animaux malades ou blessés doivent recevoir le plus tôt possible les soins de ce vétérinaire.

Toute manifestation pathologique anormale ou toute mortalité importante doivent être immédiatement signalées au Directeur des Services Vétérinaires.

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 17 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet de Lure, les maires de FOUGEROLLES et de SAINT-VALBERT, le directeur des services vétérinaires, l'inspecteur des installations classées, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Saône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée :

- au sous-préfet de Lure
- aux maires de Fougerolles et de Saint-Valbert
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- au directeur départemental de l'équipement ;
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- au directeur des services vétérinaires
- au chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles.
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours
- au directeur régional de l'environnement

Fait à VESOUL, Le 5 JAN. 1998

Pour ampliation :

Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,


Thomas RISS



Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard MATHIEU

